

ROUGE

Actions



Abraham Serfaty, le plus ancien prisonnier politique.

INTERVIEW DE ABRAHAM SERFATY

● La voix de l'espoir

Depuis seize ans, Abraham Serfaty est enfermé à Kenitra, par la seule volonté du despote de Rabat. Mais il n'a renoncé à aucun de ses espoirs, à aucune de ses valeurs. Alors que, grâce à Gilles Perrault, la réalité du règne de Hassan II apparaît dans toute son horreur, le révolutionnaire inflexible a répondu à nos questions.

■ Pour le révolutionnaire que tu es, quelle est la situation du Maroc aujourd'hui et quelles perspectives se trouvent à l'ordre du jour ?

Abraham Serfaty — Il n'est pas inutile de faire un peu d'histoire. En mars 1973, le mouvement révolutionnaire marocain subit une défaite suivie, entre 1974 et 1976, du démantèlement des organisations marxistes-léninistes. La scène politique fut alors monopolisée par un jeu opposant le régime aux forces réformistes représentant les classes moyennes. Dans ce jeu, le premier parvint à intégrer les secondes, utilisant à la fois la question du Sahara et les facilités que lui donnait un endettement extérieur colossal. Dès la fin des années soixante-dix, on vit toutefois un courant radical prendre ses distances envers les forces réformistes, avant de rompre avec elles en mai 1983.

Les forces révolutionnaires étaient toutefois trop faibles pour mobiliser les masses. Celles-ci répondirent à la situation qui leur était faite par l'insurrection largement spontanée de juin 1981, à Casablanca. Les mots d'ordre et les idées du mouvement révolutionnaire et, plus particulièrement, du mouvement marxiste-léniniste, n'en gagnèrent pas moins du terrain. On le constata lors des insurrections de janvier 1984 dans une grande partie des villes du pays — à commencer par celles du Nord — et des campagnes environnantes.

Une répression encore plus dure et un quadrillage policier plus intense en résultèrent. S'ils entravèrent cette progression, ils ne parvinrent pas à la stopper. Plus, depuis bientôt deux ans, les classes moyennes, et notamment la petite-bourgeoisie moderne, ont commencé à s'émanciper du « consensus national » forgé autour de la question saharienne. Elles supportent de moins en moins l'aggravation de la situation économique, conduisant les forces réformistes à exiger plus vigoureusement un changement politique, en particulier dans les domaines des libertés démocratiques et des droits de l'homme.

Deux dimensions parviennent, dans ce contexte, à s'articuler. La lutte démocratique vise à imposer des espaces de liberté, à obtenir la libération de tous les prisonniers politiques — c'est aujourd'hui un

mot d'ordre central — à imposer les libertés de presse et d'expression, à permettre aux masses de défendre leurs droits et leurs conditions de vie (exercice du droit syndical et du droit de grève...). Cette dimension du combat, en renforçant la confiance des masses en elles-mêmes, favorise la progression, en leur sein, des idées et objectifs du mouvement révolutionnaire. Encore faut-il que ce dernier continue à défendre, sous des formes appropriées, les objectifs et le programme ouvrant le chemin à la véritable alternative. Celle que ne peut apporter, à lui seul, le programme démocratique le plus avancé.

Naturellement, le chemin est encore long vers une véritable percée révolutionnaire — percée qui passera nécessairement par le développement de la violence révolutionnaire de masse organisée — aboutissant à l'instauration du pouvoir des conseils populaires. Il n'en est pas moins nécessaire que, en exil, dans les prisons ou à l'intérieur du pays, les militants révolutionnaires acquièrent une vision claire d'un tel chemin. Et qu'ils intègrent, dans la stratégie, la tactique ou le programme, l'ensemble des données résultant du développement de la lutte des classes au Maroc, y compris les spécificités régionales ou le problème berbère.

■ Le mouvement intégriste ne rend-il pas cette action plus complexe ?

A. Serfaty — Le mouvement intégriste ou islamiste — termes qui, à de rares exceptions près, s'identifient aujourd'hui au Maroc — travaille, lui aussi, en direction des masses laborieuses. Il s'emploie à gagner à lui des éléments du « lumpenproletariat » et son influence s'étend au sein des classes moyennes. Ce qui s'explique par la religiosité qui traverse ces classes sociales et par le désarroi dans lequel les plongent la décomposition morale des classes dominantes et leur fausse culture.

Il ne faudrait toutefois pas en conclure que l'islamisme est l'alternative la plus probable à la pourriture actuelle. D'abord, parce que la masse prolétarienne de Casablanca, et la jeunesse qui en est issue, ne sont pas prêtes à accepter le retour ►►►

►► au Moyen Age préconisé par les islamistes. Ensuite, parce que la religiosité de la population laborieuse plonge ses racines dans l'intégration de l'Islam — sous ses formes populaires, le kharidjisme puis le soufisme — au substrat culturel berbère, qui est ici beaucoup plus étendu qu'en Algérie. Et cela ne s'accommode guère avec la rigidité et le dogmatisme de la *Charia*. Mais ces obstacles sociologiques et culturels ne prennent toute leur portée que s'ils sont cristallisés dans une alternative révolutionnaire claire.

De ce point de vue, au Maroc, les avancées sont tout de même plus importantes que dans d'autres pays arabes (ou arabo-berbères, comme l'est également l'Algérie-sœur). Cela explique que, dans une brochure publiée ces dernières années, le principal théoricien de l'islamisme au Maroc, Abdesslem Yassine, se soit lamenté du « *défi marxiste-léniniste* », sans pouvoir lui opposer un programme politique et social concret. Reste qu'il n'existe pas d'issue tracée d'avance, même si le système actuel ne peut perdurer.

Tout va dépendre, au premier chef, de l'effort des militants révolutionnaires et progressistes pour organiser et diriger les masses populaires, en vue du changement radical indispensable et dans une claire perspective révolutionnaire. Dans ce cadre, nous tendons la main aux militants révolutionnaires sincères qui s'ins-

pirent de l'Islam, tout en développant une critique sans concession des orientations rétrogrades aujourd'hui dominantes dans le mouvement islamiste marocain. Par conséquent, nous nous opposons, là où elles existent, à certaines pratiques fascistes, en maintenant la lutte des classes au cœur de la problématique révolutionnaire et en demeurant intransigeant sur l'objectif de libération des femmes.

J'ajoute que le mouvement révolutionnaire intègre l'ensemble des forces fidèles aux aspirations de la résistance armée contre le colonialisme et des luttes qui suivirent contre le dévoiement néo-colonial de l'indépendance. Ces luttes sont symbolisées par les martyrs Mehdi Ben Barka et Cheikh el-Arab; et elles ont payé le prix du sang, dans l'insurrection du Rif, en 1958-1959, et dans l'insurrection de Casablanca, en mars 1965. Sur la base de cet héritage commun, les liens de fraternité profonde unissant les révolutionnaires marocains se sont encore renforcés dans nos prisons communes.

Tout cela permet d'être confiant dans un avenir qui verra la marche au socialisme mettre en mouvement l'ensemble des peuples du Maghreb. Je suis d'ailleurs convaincu que, au sein de l'Algérie-sœur, les forces du progrès et du socialisme finiront par l'emporter. Le peuple algérien, sa classe ouvrière en tête, retrouvera la dynamique glorieuse de sa lutte



Casablanca, 1977. Procès de 81 membres de groupes d'extrême gauche, juifs marocains.

de libération, des premières années de l'indépendance ainsi que le sens réel et vivant du socialisme.

■ Quelles réflexions l'inspirent les bouleversements en cours en URSS et à l'Est de l'Europe ?

A. Serfaty - La question mériterait de longs développements. Pour être bref, je dirais d'abord qu'il faut prendre acte que le mouvement ouvrier a subi une défaite majeure dans des pays aussi importants que la Pologne, la Hongrie et, dans une moindre mesure, la Tchécoslovaquie. Nous devons en tirer toutes les leçons.

La fin de la partition de l'Allemagne met, quant à elle, un terme aux barrières artificielles nées de la guerre froide. Au-delà de la victoire immédiate du grand capital ouest-allemand, il est permis de penser que le mouvement ouvrier de ce pays trouvera néanmoins, dans cette nouvelle donne, une force et une unité décapées, pouvant être génératrices de changements majeurs en Europe.

Naturellement, beaucoup se joue en Union soviétique. Tout y est aujourd'hui possible, du meilleur au pire. Je voudrais simplement formuler deux remarques. En premier lieu, l'enjeu ne se résume pas à un choc entre le socialisme d'Etat et les « réformateurs » pris en vrac. Il existe un réel danger que le courant dit radical des « réformateurs » l'emporte, alors qu'il est dominé par une tendance à la capitulation devant le capitalisme. Cela s'est déjà produit dans le parti hongrois. En face, dans le PCUS, il n'y a pas que le « socialisme d'Etat » ;

il y a aussi le courant qui œuvre en faveur d'une solution fondée sur la « démocratie des producteurs ». Cette expression englobe une autogestion articulée sur des mécanismes de marché et sur l'encadrement de ceux-ci par des orientations socialistes démocratiquement élaborées. On pourrait appeler cela le « plan ». Un plan d'une toute autre nature que les injonctions impératives et bureaucratiques antérieures, parce qu'il s'appuierait sur des structures politiques redonnant aux soviets — y compris d'entreprise — la place qu'avait envisagée Lénine.

Ma seconde remarque concerne la partie en cours dans

le PCUS. Elle peut favoriser l'ouverture d'une voie vers un socialisme démocratique et moderne ou, au contraire, déboucher sur l'éclatement du socialisme et de l'URSS elle-même. La classe ouvrière a encore besoin, en Union soviétique, d'un parti léniniste. C'est à partir du PCUS, et non à travers son éclatement, qu'un tel parti pourra se construire. Et que l'URSS pourra reprendre son essor, comme confédération librement consentie de peuples souverains. Alors, le dernier combat de Lénine n'aura pas été mené en vain.

Kenitra
Juin 1990



● Le plus vieux prisonnier

Il aura fallu attendre le 8 juillet 1989 pour que des dizaines de milliers de jeunes découvrent le visage d'Abraham Serfaty projeté sur la place de la Basille. Ce jour-là, contre la dette, l'apartheid et les colonies, ils clamèrent qu'ils restaient des Bastilles à prendre et c'était tout naturellement que le collectif Ça suffit comme ci l'avait associé à Nelson Mandela.

L'embastillé... Le mot s'applique parfaitement à Abraham. Depuis seize ans, par la volonté d'un despote brutal et corrompu, il croupit à la prison de Kenitra. Fut-il donc qu'il fasse peur au roitelet que de Gaulle qualifia, jadis, de « trou du cul » ? Marxiste et Juif, il n'a cessé, depuis l'adolescence, de se battre pour la libération nationale et sociale du Maroc, en débutant son engagement par le Parti communiste marocain. Ce qui lui valut d'ailleurs de se retrou-

ver assigné à résidence, en 1952, par le ministre français de l'Intérieur, à l'époque, un certain... François Mitterrand.

Directeur de l'Office des phosphates, à l'indépendance, il devint très vite l'un de ses bêtes noires de la monarchie chrétienne. Fondateur d'une organisation révolutionnaire, Hal Amam, il fut arrêté un première fois en 1972, puis le 9 novembre 1974, et longuement torturé. Jugé aux côtés de cent trente-neuf autres militants, lors du tristement célèbre procès de Casablanca, en 1977, il fut condamné à la réclusion à perpétuité. De sa prison, il n'a cependant jamais renoncé à ses espoirs et à ses valeurs. L'interview qu'il nous fait l'honneur de nous accorder témoigne de la profondeur de la réflexion qu'il s'est ménagée, avec ses camarades, depuis si longtemps.

C. P.